

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Présences

Daniel Desharnais, SMA – DGCRMAI
Dominique Savoie, SM
Horacio Arruda, SMA – DGSP
Marie-Ève Bédard, SMA – DGSP
Josée Doyon, SMA – DGGMO
Mélanie Drainville, BSM
Luc Desbiens, SMA – DGILEA
Yovan Fillion, BSM
Julie Harvey, BSM

Marc-Nicolas Kobrynsky, SMA – DGPSP
Sylvie Lehoux, BSM
Johanne Pelletier, DCOM
Diane Poirier, DGCRMAI
Natalie Rosebush, SMA – DGAPA
Julien Sirois, DGCRMAI
Émilie Plante, DGCRMAI

Absence

Reno Bernier, SMA – DGTI
Dominique Breton, SMA - DGPPFC
Luc Boileau, SMA – DGSP
Pierre-Albert Coubat,
SMA – DGFARB
Anne Deblois, BSM
Catherine Lemay, SMA – DGDBEPJ
Patricia Lavoie, DAJ
Lucie Opatrny, SMA - DGAUMIP
Daniel Paré, SMA - DGRHR

Invité(e)s

Josée Dubuque, DGSP
Sergio Fernandes, CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Martin Forgues, DGAUMIP
Boris Gueissaz-Teufel, DGTI
Annick Leblanc, DGCRMAI
Paul Lévesque, DGAUMIP
Éric Pastor, DGAUMIP
Patricia Plante, DGFARB
Caroline Roy, DGTI
Jean-François Vézina, DGDBEPJ

Établissements

Présences

01 - Isabelle Malo, CISSS du Bas-Saint-Laurent
02 - Julie Labbé, CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean
03 - Patrick Duchesne, CIUSSS de la Capitale-Nationale
03 - Martin Beaumont, CHU de Québec – Université Laval
03 - Denis Bouchard, IUCPQ – Université Laval
04 - Gilles Hudon, CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec
05 - Robin Marie Coleman, CIUSSS de l'Estrie-CHUS
06 - Caroline Barbir, CHU Ste-Justine
06 - Fabrice Brunet, CHUM
06 - Danielle Fleury, CHUM
06 - Frédéric Abergel, CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal
06 - Vincent Lehouillier, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
06 - Carole Boucher, ICM
06 - Jean-François Fortin-Verreault, CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal
06 - Najia Hachimi-Idrissi, CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal
06 - Pierre Gfeller, CUSM
06 - Manon Boily, INPL Philippe-Pinel
06 - Lawrence Rosenberg, CIUSSS du Centre-O-de-l'Île-de-Mtl
06 - Francine Dupuis, CIUSSS du Centre-O-de-l'Île-de-Mtl

07 - Josée Filion, CISSS de l'Outaouais
08 - Philippe Gagné, CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue
09 - Manon Asselin, CISSS de la Côte-Nord
09 - Denis Tremblay, CLSC de Naskapi
10 - Nathalie Boisvert, CRSSS de la Baie-James
11 - Martin Pelletier, CISSS de la Gaspésie
11 - Sophie Doucet, CISSS des Îles
12 - Marco Bélanger, CISSS de Chaudière-Appalaches
13 - Jean-Philippe Cotton, CISSS de Laval
14 - Philippe Éthier, CISSS de Lanaudière
15 - Sylvain Pomerleau, CISSS des Laurentides
16 - Richard Deschamps, CISSS de la Montérégie-Centre
16 - Bruno Petrucci, CISSS de la Montérégie-Est
16 - Philippe Gribreauval, CISSS de la Montérégie-Ouest
17 - Fabien Pernet, RRSSS du Nunavik

Absences

03 - Guy Thibodeau, CIUSSS de la Capitale-Nationale
05 - Stéphane Tremblay, CIUSSS de l'Estrie-CHUS
06 - Mélanie La Couture, ICM
12 - Patrick Simard, CISSS de Chaudière-Appalaches
14 - Maryse Poupert, CISSS de Lanaudière
15 - Rosemonde Landry, CISSS des Laurentides
17 - Jennifer Munick-Watkins, RRSSS du Nunavik
18 - Daniel St-Amour, CCSSS de la Baie-James

#	Sujets	Responsable(s) du dossier	Doc.	Heure	Objectif (Décision, orientation, information, discussion)
1.	Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour	Daniel Desharnais, DGCRMAI	✓	8 h 00	
	Madame Doyon, en remplacement de monsieur Desharnais, souhaite la bienvenue aux membres et propose l'adoption de l'ordre du jour. L'ordre du jour est adopté avec l'ajout de sujets au varia : financement post COVID, suivis impacts Entente FMOQ et cibles GAP, manque de médecins en réadaptions physique et les pratiques non conformes.				
1.1	Mot de la sous-ministre	Dominique Savoie, SM		8 h 00	
	Madame Savoie revient sur la fin de semaine difficile par rapport au taux d'absentéisme. Concernant la vaccination, plusieurs personnes ont pris leur rendez-vous pour leur 4 ^e dose. Elle réitère le message dit précédemment, nous continuons le processus actuel pour la vaccination.				
2.	Compte rendu				
2.1	Approbation du compte rendu des rencontres du 8 et 15 juin 2022	Daniel Desharnais, DGCRMAI	✓	8 h 00	
	Les comptes rendus sont approuvés sans modification.				
3.	Points d'information, de discussion, d'orientation et de décision				
3.1	Présentation de la Politique gouvernementale sur le système préhospitalier d'urgence	Lucie Opatrny, DGAUMIP	✓	8 h 05	
	<p>La Politique fut approuvée par le Conseil des ministres en juin 2022. Monsieur Paul Lévesque se joint à la rencontre afin de présenter les grandes lignes de celle-ci aux membres du CGR. Il advenait nécessaire de mettre en place une politique gouvernementale structurante compte tenu : de la population vieillissante et l'augmentation anticipée des demandes SPU, de la faible implication du public et des autres parties prenantes, de l'arrimage inachevé des SPU avec le reste du RSSS, de l'évolution de la profession paramédicale, du manque d'accès aux données et de la croissance rapide des dépenses en SPU et la gouvernance problématique. Les éléments structurants mis en place permettront l'atteinte de trois cibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le service à la population par l'évolution du système préhospitalier d'urgence en y intégrant un volet parahospitalier; • Développer l'offre de service du système préhospitalier d'urgence et s'assurer de son intégration au sein dans le RSSS; • Optimiser l'utilisation des ressources disponibles dans le SPU afin de contrôler les coûts. <p>Le calendrier de mise en œuvre de la politique s'échelonne jusqu'en décembre 2030. Des liens très étroits entre le 811 et le GAP sont à faire afin de s'assurer d'un bon arrimage.</p>				

#	Sujets	Responsable(s) du dossier	Doc.	Heure	Objectif (Décision, orientation, information, discussion)
3.2	Cadre de référence – Vers un service d’urgence adapté pour la personne âgée	Lucie Opatrny, DGAUMIP	✓	8 h 15	
	<p>Monsieur Éric Pastor de joint à la rencontre. Le Cadre de référence – Vers un service d’urgence adapté pour la personne âgée a été réalisé en collaboration avec le CIUSSS de l’Estrie- CHUS. Ce guide se veut un outil clinique complémentaire à l’Approche adaptée à la personne âgée en milieu hospitalier et qui permet d’entreprendre les changements nécessaires afin d’amener les services d’urgence à être plus sécuritaires et plus performants pour les patients âgés. Il s’adresse aux gestionnaires, aux chefs médicaux et aux différents soignants des services d’urgence.</p> <p>Publié le 26 avril 2022, ci-dessous les objectifs du cadre de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Définir les éléments pertinents et essentiels à modifier dans les services d’urgences; • Réduction du risque de complications; • Offrir des outils cliniques qui facilitent l’implantation et l’utilisation d’une philosophie de soins adaptés; • Améliorer l’efficacité du continuum de soins aux personnes afin de réduire la congestion des urgences; • Éviter les hospitalisations non nécessaires; • Assurer le retour à domicile sécuritaire; • Diminution des retours aux services d’urgence en rapport avec la visite initiale. <p>Le déploiement du cadre de référence est demandé à tous.</p>				
3.3	Collaboration entre le réseau de la santé et des services sociaux et d’Autorité des marchés publics en ce qui a trait aux ententes pour des places RI, en CHSLD et autres places selon l’article 108 de la Loi sur la santé et les services sociaux	Luc Desbiens, DGILEA	✓	8 h 25	
	<p>Monsieur Desbiens rappelle que deux interventions ont été faites précédemment à des CGR en 2021. L’objectif de chaque plan d’action était de proposer une démarche à l’Autorité des marchés publics (AMP) afin de respecter les obligations des établissements en matière de gestion contractuelle, plus précisément en ce qui a trait aux ententes pour les places en ressources intermédiaires, en centre ‘hébergement et de soins de longue durée et autres places selon l’article 108 de la LSSSS. L’objectif final du plan d’action est de respecter l’intégrité des marchés, et ainsi avoir uniquement des contrats avec des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter. L’AMP est toujours prête à traiter le dossier en totalité. Pour ce faire, une mise à jour du plan d’action existant, par chaque établissement, est demandée afin de se conformer au cadre normatif applicable et de le transmettre à l’AMP pour approbation. Les éléments devant y être inclus sont mentionnés par monsieur Desbiens.</p> <p>Il est demandé aux établissements de mandater une personne-ressource pour le MSSS et pour l’AMP. Monsieur Desbiens transmettra une correspondance au RSSS afin d’acheminer le nom de la personne contacte.</p>				

#	Sujets	Responsable(s) du dossier	Doc.	Heure	Objectif (Décision, orientation, information, discussion)
3.4	Formation obligatoire Sensibilisation aux réalités autochtones (suivi et rappel des cibles) et formations à venir	Daniel Desharnais, DGCRMAI	✓	8 h 35	
	<p>Monsieur Desharnais rappelle que la formation du personnel du RSSS fait partie des cinq mesures du plan d'action global du projet d'implantation de la sécurisation culturelle dans le RSSS. L'objectif initial étant une formation de 100 % du personnel au 31 mars 2022, l'échéance a été repoussée au 30 septembre 2022. La formation est d'une durée de 1 h 45 et ne doit pas absolument se faire façon continue.</p> <p>Au 28 juin 2022, 42,5 % des employés du réseau ont été formés. Malgré le taux de formation à trois mois de l'échéance, monsieur Desharnais confirme que l'objectif du 30 septembre 2022 est maintenu. Parmi les enjeux rencontrés, notons la pénurie de personnel et l'accessibilité du personnel à un ordinateur.</p> <p>En discussion des points ont été soulevés afin de faciliter l'accès à la formation aux membres du réseau comme : formation étant un prérequis pour certains postes, donner la formation lors de l'embauche de nouveaux personnels et que celle-ci soit donnée à l'Université et au Cégep. La mise en place de ses possibilités sera analysée.</p>				
3.5	Besoins de services des clientèles de demandeurs d'asile et de ressortissants ukrainiens	Daniel Desharnais, DGCRMAI	✓	8 h 50	
	<p>Monsieur Desharnais résume la situation actuelle. Le Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA) administré par le CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal est spécialisé dans l'accueil et l'intégration des demandeurs d'asile et agit comme porte d'entrée des services de santé et des services sociaux auprès de ces derniers. Le MSSS a signifié au gouvernement fédéral une capacité maximale de prise en charge de 60 personnes/jour et sa capacité d'hébergement à 1150 places. Les demandes excédentaires sont prises en charge par le gouvernement fédéral. En raison du seuil critique, le gouvernement est à la recherche de nouveaux sites. Concernant les ressortissants ukrainiens, les personnes réfugiées sont réparties sur le territoire de onze CISSS et CIUSSS.</p> <p>La collaboration de tous est demandée dans ce dossier. Monsieur Desharnais rappelle qu'une banque d'interprète est disponible au besoin. Pour toute question, il invite les PDG à contacter le PRAIDA. De plus, il invite les membres à l'informer de tout enjeu.</p>				
3.6	Renouvellement des membres de conseils d'administration (CA) des centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS), des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) et des établissements non fusionnés (ENF).	Daniel Desharnais, DGCRMAI	✓	9 h 00	
	<p>Madame Annick Leblanc se joint à la rencontre. Ce point fait suite à la présentation au CGR du 8 juin 2022.</p> <p>Le processus de renouvellement des membres de conseils d'administration prend généralement entre 8 à 12 mois. Madame Leblanc présente l'échéancier des démarches qui seront entamées à l'automne 2022. Le MSSS espère pouvoir réaliser le tout en 10 mois. En terminant, madame Leblanc rappelle les séquences à respecter afin de s'assurer du bon déroulement du processus.</p>				

#	Sujets	Responsable(s) du dossier	Doc.	Heure	Objectif (Décision, orientation, information, discussion)
3.7	Mise en place du service provincial de télévérification des identités	Reno Bernier, DGTI	✓	9 h 10	
	Monsieur Sergio Fernandes se joint à la rencontre afin de présenter l'avancement du dossier et les prochaines étapes. Rappelons que le CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal a le mandat d'offrir le service de télévérification des identités pour toute la province. Les objectifs de ce service sont, entre autres de respecter les consignes de distanciation physique, d'améliorer le contrôle et la supervision des exigences pour la vérification d'identité, de se doter d'un niveau de services uniforme pour tous les intervenants de la province et de réduire significativement les délais de remise de dispositif SécurSanté.				
3.8	Risque associé à la rougeole chez les enfants du Québec et actions à entreprendre	Marie-Ève Bédard, DGSPPPS	✓	9 h 20	
	<p>Madame Josée Dubuque se joint à la rencontre. Madame Bédard débute en informant que plusieurs cas de rougeole ont été déclarés en Ukraine lors quatre dernières années. Avec un nombre de réfugiés ukrainiens en augmentation et une couverture vaccinale de la rougeole en deçà de 95 %, pour les cohortes d'enfants nés entre 2016 et 2020, madame Bédard désire sensibiliser les PDG à cette réalité et aux possibles complications graves lorsque la maladie est contractée. Il est demandé aux établissements de mettre en place les stratégies nécessaires à la vaccination des enfants de 12 à 18 mois et d'effectuer le rattrapage de cette vaccination chez les enfants d'âge préscolaire. Ces stratégies devront être communiquées au MSSS d'ici le 19 août 2022.</p> <p>Une correspondance co-signée par madame Bédard et monsieur Desharnais sera transmise pour donner plus de détails.</p>				
3.9	Point HUB / GAP pour tous les PDG	Reno Bernier, DGTI Lucie Opatrny, DGAUMIP		9 h 30	
	Madame Caroline Roy se joint à la rencontre. Monsieur Martin Forgues revient sur les inscriptions collectives. Le MSSS a comme cible 250 000 inscriptions au 31 juillet 2022. En date du 8 juillet 2022, il y avait 291 000 intentions d'inscriptions. Il demande aux PDG de donner tous les moyens nécessaires au Guichet d'accès à la clientèle orpheline (GACO) afin que la cible soit réalisée. La liste des noms s'accroît. Il termine en rappelant l'importance de bien accompagner les nouveaux DRMG.				
5.	Varia	Daniel Desharnais, DGCRMAI		9 h 30	
	<p>Financement post COVID</p> <p>Il est mentionné qu'avec l'augmentation des cas, certains établissements voient un enjeu à retirer les agents de sécurité. Le MSSS prend en note la situation et le mentionnera à la DGFARB afin d'analyser la situation.</p>				

#	Sujets	Responsable(s) du dossier	Doc.	Heure	Objectif (Décision, orientation, information, discussion)
	<p>Manque de médecins en réadaptation physique</p> <p>Le manque de médecin en réadaptation physique est souligné dans certains établissements ce qui génère un manque de couverture médicale. Le RSSS désire connaître si le MSSS a un plan de match détaillé afin de pallier la situation. Monsieur Martin Forgues prend en note la situation et vérifiera auprès de ses équipes.</p> <p>Retour sur les pratiques non conformes</p> <p>Les DRH sont les personnes les mieux placées afin de connaître les pratiques non conformes présentes au sein de leur établissement. Les PDG demandent que le MSSS s'assure que les DRH des établissements reçoivent toute information concernant ce dossier. La date du 13 août 2022 est maintenue.</p>				
6.	Fin de la rencontre	Daniel Desharnais, DGCRMAI		9 h 30	
	Monsieur Desharnais remercie les membres et met fin à la rencontre.				